



Cornell University
ILR School

Cornell University ILR School
DigitalCommons@ILR

Articles and Chapters

ILR Collection


1994

Les Relations Industrielles Mexicaines et la Democratie Dans le Context de l'ALENA [Mexican Industrial Relations and Democracy under NAFTA]

Maria Lorena Cook

Cornell University, mlc13@cornell.edu

Follow this and additional works at: <http://digitalcommons.ilr.cornell.edu/articles>

 Part of the [International and Comparative Labor Relations Commons](#), [International Business Commons](#), and the [Unions Commons](#)

Thank you for downloading an article from DigitalCommons@ILR.

Support this valuable resource today!

This Article is brought to you for free and open access by the ILR Collection at DigitalCommons@ILR. It has been accepted for inclusion in Articles and Chapters by an authorized administrator of DigitalCommons@ILR. For more information, please contact hlmdigital@cornell.edu.

Les Relations Industrielles Mexicaines et la Démocratie Dans le Contexte de l'ALENA [Mexican Industrial Relations and Democracy under NAFTA]

Abstract

Le Mexique est présentement en train de vivre une importante transition, qu'il s'agisse de son modèle de développement économique ou de son système politique. Sur le plan économique, le Mexique est passé d'un modèle d'industrialisation sous une logique de substitution d'importations par des biens domestiques, modèle forgé dans les années 30 et 40, à une stratégie de développement axée sur l'exportation et basée sur un modèle néo-libéral. Sur le plan politique, le régime mexicain a subi de très fortes pressions pour que son système, de type autoritaire, domine depuis plus de 60 ans par le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), fasse montre de plus d'ouverture. Les évolutions dans ces deux sphères touchent fondamentalement le système mexicain de relations industrielles. Comme la plupart des transitions, celle-ci fourmille de contradictions. Ces éléments contradictoires se manifestent probablement avec plus d'intensité dans les relations industrielles actuelles que dans n'importe quel autre secteur de la société mexicaine.

Keywords

Mexico, NAFTA, North American Free Trade Agreement, industrial relations, labor movement

Disciplines

International and Comparative Labor Relations | International Business | Labor Relations | Unions

Comments

Suggested Citation

Cook, M. L. (1994). Les relations industrielles Mexicaines et la démocratie dans le contexte de l'ALENA [Mexican industrial relations and democracy under NAFTA] [Electronic version]. In M. Audet, E. Déom, A. Giles, & A. Larocque (Eds.), *La représentation: Miroir ou mirage de la démocratie au travail?* (pp. 161-170). Sainte-Foy, Québec, Canada: Les Presses de l'Université Laval.

Required Publisher's Statement

© [Les Presses de l'Université Laval](#). Reprinted with permission. All rights reserved.

Les relations industrielles mexicaines et la democratie dans le contexte de l'ALENA

Maria Lorena COOK

Cornell University
Ithaca, Etat-Unis

Le Mexique est presentement en train de vivre une importante transition, qu'il s'agisse de son modele de developpement economique ou de son systeme politique. Sur le plan economique, le Mexique est passe d'un modele d'industrialisation sous une logique de substitution d'importations par des biens domestiques, modele forge dans les annees 30 et 40, a une strategie de developpement axee sur l'exportation et basee sur un modele neo-liberal. Sur le plan politique, le regime mexicain a subi de tres fortes pressions pour que son systeme, de type autoritaire, domine depuis plus de 60 ans par le Parti revolutionnaire institutionnel (PRI), fasse montre de plus d'ouverture. Les evolutions dans ces deux spheres touchent fondamentalement le systeme mexicain de relations industrielles. Comme la plupart des transitions, celle-ci fourmille de contradictions. Ces elements contradictoires se manifestent probablement avec plus d'intensite dans les relations industrielles actuelles que dans n'importe quel autre secteur de la societe mexicaine.

Les caracteristiques et la structure traditionnelles du systeme de representation

Des elements traditionnels du systeme de representation dans les relations industrielles mexicaines se distinguent globalement: 1) une structure syndicale heterogene (incluant des confederations nationales, des federations regionales, des syndicats industriels nationaux, des syndicats d'entreprise, etc.), sous l'egide de la Confederation des travailleurs mexicains (CTM), dont le nombre de membres est evalue de 3,5 a 5,5 millions selon les sources; 2) un mouvement syndical intimement lie au regime postrevolutionnaire par le relais du Parti revolutionnaire institutionnel (PRI) et qui se nourrit de l'ideologie nationaliste-revolutionnaire, ce qui induit une reconnaissance du role de l'Etat dans l'economie et l'al-

liance entre la classe ouvriere et l'Etat; 3) un role dominant de l'Etat dans la reglementation des conflits et la representation; et enfin, 4) une relation d'echange avec l'Etat en vertu de laquelle les syndicats « officiels » (affilies au PRI) contiennent les demandes de leurs membres et garantissent un soutien politique pendant les periodes critiques en contrepartie d'augmentations regulieres des salaires et des avantages sociaux, d'un soutien pour la sauvegarde des monopoles de representation dans certains secteurs ainsi que de l'assurance d'une presence et d'une representation politiques dans la bureaucratie d'Etat, dans les legislatures federate et etatique et dans le parti officiel.

Plus precisement, la representation syndicate au Mexique a ete caracterisee par des controles et des restrictions - exercees par les organisations syndicates officielles et l'Etat - relativement aux dissensions internes, au militantisme et aux greves, a la liberie d'affiliation a un parti ou a un syndicat et, enfin, au regard des elections libres pour la representation syndicate. Les directions syndicates, dans la majorite des grands syndicats, ne sont ni plus ni moins que des oligarchies ou le controle s'effectue avec poigne. Les efforts de la base pour promouvoir des elections democratiques se sont fait souvent reprimer. Les leaders syndicaux appliquent frequemment une clause commune a la plupart des contrats collectifs, la « clause d'exclusion », afin de se debarrasser des dissidents. (La clause d'exclusion enonce que les employeurs doivent renvoyer tout travailleur rejete de son syndicat.) Les petitions pour la greve aussi bien que les greves elles-memes doivent obtenir l'aval du Conseil gouvernemental d'arbitrage et de conciliation du travail dont les decisions obeissent souvent a des criteres politiques. De surcroit, l'enregistrement syndical est reglemente par le ministere du Travail et peut etre hautement politise.

Il y a peu de temps encore, la plupart des grands syndicats faisaient partie du PRI et leurs membres etaient automatiquement affilies au parti. En outre, il etait tres courant de forcer ces derniers a voter pour le PRI aux elections; souvent on les amenait directement aux urnes, ou on leur demandait de fournir aux dirigeants syndicaux la preuve qu'ils avaient bien vote. Si les travailleurs ne participaient pas aux evenements officiels, comme la parade de la fete du Travail, le 1^{er} mai, ils etaient penalises d'une journee de salaire. Pour la nomination de la direction syndicate, peu d'organisations avaient recours au scrutin secret; a la place, les travailleurs votaient a main levee dans des assemblies controlees et manipulees. Bien que plusieurs de ces pratiques (comme l'obligation de s'affilier au parti) aient recemment change, les controles sur la dissension interne au sein des syndicats et la liberie d'elections syndicates demeurent eleves sous l'administration du president Carlos Salinas de Gortari (1988-1994).

Les pressions internes et Internationales sur le systeme de representation

Le Mexique est presentement engage dans un processus vertigineux de transition, tant dans le domaine economique que dans le domaine politique. Cette transition pese de facpn considerable sur le systeme mexicain de relations industrielles. L'evenement economique le plus important fut la dure crise qui frappa le pays des les annees 1981-1982. En reponse a la crise, le gouvernement a adopte une serie de mesures de stabilisation et des politiques d'ajustement structurel incluant des gels de salaire, une restructuration industrielle et la liberalisation des echanges. Durant cette decennie, entre les annees 1982 et 1988, le salaire minimum reel moyen a baisse de presque 50 %, une des deteriorations les plus rapides en Amerique latine. (Le salaire reel moyen dans les industries a chute de 32 % au cours de cette periode, mais a augmente de 28% de 1989 a 1992; le declin du salaire minimum reel moyen s'est poursuivi dans les annees Salinas: encore 14 % de morns entre 1988 et 1993.) En raison de la crise economique, les fermetures d'usines, les licenciements furent monnaie courante, et on a pu remarquer un fort courant de rationalisation des usines industrielles inefficentes, de meme qu'une tendance prononcee a privatiser les entreprises publiques. Approximativement 400 000 emplois ont ete perdus entre 1983 et 1993 dans le secteur industriel d'Etat relativement bien paye, soit les mines, l'acier, la metallurgie, le petrole et les chemins de fer. (Un rapport recent temoigne d'une perte nette d'emplois entre 1991 et 1993 se soldant a 450 000, secteurs public et prive confondus.) L'unique secteur marque par une expansion pendant cette periode est celui de la *maquiladora* sur la frontiere nord du Mexique. Ce secteur a progresse de 620 usines d'assemblage employant grosso modo 120000 travailleurs en 1980 a environ 2000 usines et 500000 travailleurs en 1992.

Dans les annees 80, ce furent les syndicats les plus independants, democratiques et militants qui furent victimes de la restructuration, des fermetures d'usines, des licenciements et du climat general de repression du militantisme ouvrier. (Beaucoup de ces syndicats sont issus des luttes pour la democratisation syndicale de la decennie precedente.) Ces syndicats independants ou les sections locales des syndicats democratiques appartenant a de plus grandes unites progouvernementales se trouvaient generalement concentres dans les secteurs les plus touches par la restructuration des annees 80: en particulier le secteur automobile, la siderurgie et la metallurgie. Les syndicats ont essaye de resister aux politiques de licenciement de personnel et a l'imposition de methodes de production plus flexibles (qui se sont repandues dans les annees 80); mais le plus souvent leurs greves ont ete declarees illegales ou «inexistantes», et leurs militants ont ete licencies. Dans certains cas ou les travailleurs ont fait front devant l'introduction de modifications dans les contrats en faveur d'une plus grande flexibilite du travail, la

force de travail fut integralement renvoyee et les travailleurs se virent ensuite selectivement reembauches en vertu des nouvelles modalites du contrat. Cela eut lieu dans l'industrie automobile, a l'usine Ford-Cautitlan en 1987, et a l'usine de Volkswagen a l'ete 1992, juste alors que les negociations de l'Accord de libre echange nord-americain (ALENA) battaient leur plein.

L'ALENA est une autre source importante de pression sur le systeme actuel de representation des travailleurs au Mexique. Sous bien des aspects, l'ALENA correspond a une extension des politiques lancees par le gouvernement mexicain au milieu des annees 80. Comme le precisa un observateur mexicain au moment des negociations de l'Accord: « Nous ressentons deja les effets de l'ALENA depuis des annees. » Parmi les effets de ces politiques dont on peut faire etat a ce jour, autres que ceux mentionnes auparavant, on remarque la fermeture d'un nombre considerable de petites et moyennes entreprises locales incapables de s'adapter a la concurrence. Simultanement, le gouvernement a presse employeurs et travailleurs de fortifier la competitivite du Mexique par une amelioration de la productivite, une reorganisation des lieux de travail et une plus grande flexibilite du travail. Pour soutenir cet effort, un accord national pour la productivite et la qualite a ete conclu entre les federations syndicales cles, le patronat et l'Etat. Dans le cadre de cette entente, le patronat consentit a accorder des primes aux travailleurs relativement aux gains de productivite. (La fa[^]on dont ces ententes sur la productivite se sont diffusees dans les entreprises varie considerablement et demeure controversee.) Depuis 1987, le mouvement syndical, les employeurs et le gouvernement se sont aussi entendus pour limiter les augmentations annuelles de salaires en vertu du Pacte pour la stabilite et la croissance economique. Suivant ce pacte, les hausses de salaires ont ete systematiquement maintenues juste en dessous du taux d'inflation, cette action empiétant encore un peu plus sur le pouvoir d'achat des travailleurs sous l'administration Salinas.

Il n'est pas encore facile de determiner quel impact produira l'ALENA sur le Mexique, que ce soit par rapport au nombre et au type de nouveaux emplois crees ou relativement aux categories d'emplois condamnees a disparaitre. Quoi qu'il en soit, il faut sans doute s'attendre que cet impact se fasse ressentir vivement sur le systeme mexicain de representation syndicale. Jusqu'a maintenant, les confederations syndicales officielles telles que la CTM et la Confederation revolutionnaire des travailleurs et des paysans (CROC) semblent avoir tire profit des changements dans l'industrie si on les compare aux types de syndicats « modernes », independants et militants. Par exemple, la CTM regroupe parmi ses membres la plupart des syndicats des nouvelles usines du secteur automobile du nord du Mexique. Cela est significatif au sens ou un grand nombre de syndicats locaux de l'automobile dans la partie centrale du pays s'etaient detaches de la CTM et des autres confederations officielles au debut des annees 70 pour rejoindre des federations syndicales independantes. A noter que les confederations syndicales offi-

cielles dominant également le secteur de la *maquiladora*. Reste à savoir quels types de syndicats domineront à l'avenir dans les nouveaux secteurs dynamiques et en expansion de l'économie mexicaine. Cela dépendra d'une combinaison de facteurs parmi lesquels on compte la présence historique du syndicalisme dans une région donnée du pays et les préférences du gouvernement mexicain. Il se pourrait encore que l'ALENA donne lieu à une montée de la présence d'entreprises non syndiquées, précisément en relation avec la multiplication probable de filiales américaines au Mexique, et considérant la tendance des employeurs américains à privilégier des pratiques de gestion des ressources humaines propres à prévenir la formation syndicale.

Autres volets importants de pressions sur le système de représentation au sein des relations industrielles au Mexique: la démocratisation politique et la crise du système de représentation corporatiste-autoritaire. Traditionnellement, les composantes des classes ouvrière, paysanne et des classes moyennes du PRI ont servi le parti en se mobilisant à l'occasion des élections. Aux présidentielles de 1988, quand il apparut que la base de ces dernières, en grande partie, avait voté pour le candidat de l'opposition, il devint clair que l'ancien système était rompu. En réponse à la menace que cela représentait pour le PRJ, le nouveau gouvernement sous la présidence de Salinas a essayé de remodeler les relations entre ces composantes sectorielles et le parti. La présence et le rôle des secteurs dans le parti ont été amoindris et les statuts du PRI ont été modifiés afin de mettre un terme à l'affiliation de masse au parti (c'est-à-dire l'affiliation au parti systématisée par l'affiliation à un syndicat de ces secteurs) au bénéfice du principe d'affiliation individuelle. On attendait de ces réformes qu'elles revitalisent le parti et qu'elles le rendent plus attrayant aux yeux des citoyens coupés des anciens secteurs corporatifs; les organisations de masse du parti étaient largement reconnues comme des freins à la réforme politique, et leurs leaders faisaient ordinairement figure de dinosaures contre lesquels Salinas avait à se battre pour moderniser le système politique mexicain.

Dans les débuts de l'administration Salinas, on était tenté de croire que ces réformes (en même temps que le remplacement assez radical commandé par Salinas des dirigeants traditionnels et corrompus des syndicats des travailleurs du pétrole et des enseignants) étaient autant de signes que le gouvernement désirait relancer le mouvement syndical en le sortant de son ornière paternaliste, autoritaire et du corporatisme d'État du passé, pour le mener dans une voie plus démocratique et autonome. Le soutien de l'administration à une nouvelle fédération ouvrière composée de syndicats du secteur des services et chapeauté par le Syndicat des travailleurs des télécommunications venait renforcer cette proposition. La nouvelle Fédération des syndicats des produits et des services (FESEBES) était pleinement en accord avec l'idée selon laquelle les syndicats devaient être plus impliqués dans la détermination des méthodes pour améliorer la productivité

et la qualite au travail. Cette nouvelle federation etait souvent designee comme le modele de ce que devrait etre le « nouveau syndicalisme » au Mexique: un syndicalisme autonome, democratique et porte a favoriser la « concertation » plutot que la confrontation.

En bout de ligne, pourtant, cette nouvelle federation ouvriere devint etroitement identifiee au gouvernement Salinas et, en quelque sorte, moins autonome que ses syndicats constitutifs ne l'etaient auparavant. Aussi est-il apparu distinctement que le regime ne pouvait pas faire fi de son alliance conflictuelle avec le secteur officiel du mouvement syndical, en particulier avec la CTM. Cela s'explique par le fait que le regime avait foncierement besoin de ce soutien syndical pour sa nouvelle strategie economique (specialement pour montrer aux investisseurs etrangers que les travailleurs etaient du bon bord) et pour conserver un soutien politique dans ces instants les plus mouvementes et delicats de la vie politique mexicaine: la succession presidentielle. Le gouvernement a donc continue a prendre appui sur le mouvement syndical domine par la CTM, une domination exigeant une restriction active de l'autonomie et de la democratic syndicales. Cet arrangement signifiait egalement que le gouvernement allait continuer a accorder des concessions a la CTM en echange de son appui. Dans l'ensemble, ces concessions consistaient en un abandon de certaines reformes du parti et en un report de la revision du droit du travail federal. En ce sens, ce sont les organisations syndicales qui se sont montrees tres actives pour contenir les demandes de leurs membres, et qui ont su resister a leurs efforts de greve ou a leur volonte de changer d'affiliation, qui demeurent les pieces maitresses du pouvoir sur la scene politique nationale, meme si elles sont beaucoup plus faibles que par le passe.

Comment la democratic electorate pourrait-elle influencer sur le systeme de representation mexicain ? Il est encore difficile pour beaucoup d'imaginer a quoi ressembleraient des elections libres et honnetes au Mexique, encore plus d'envisager l'election de l'opposition a la presidentie. Pour le moment, aucun des partis en tete de l'opposition ne possede de liens privileges avec le mouvement syndical mexicain. Mais vu les efforts recents pour delier les syndicats du PRI, et si Ton prend en compte une alternative politique encourageante pour l'avenir, il est possible que le mouvement syndical ne se sente plus contraint d'appuyer en bloc le PRI. En revanche, il est loin d'etre sur que l'arrivee au pouvoir du Parti conservateur d'action nationale laisserait aux syndicats une meilleure place pour negocier, considerant que ce parti, en ayant pour point de mire la liberalisation economique, conserve la sympathie des anciens presidents du PRI et s'engagerait sans doute encore plus profondement dans un processus de demantelement des protections legates historiques du mouvement syndical. Si Ton se tourne vers le Parti de la revolution democratique, parti de centre gauche, on peut se demander si les pressions economiques ne pousseraient pas ses dirigeants a faire usage du vaste

dispositif de controle etatique sur le syndicalisme, ce dernier s'etant progressive-ment institutionnalise au terme de presque six decennies. Quand on pense au sort des mouvements syndicaux dans les nations democratiques, que ce soit en Amerique latine ou dans les pays developpes, on est tente d'apprécier cette situation avec encore davantage de cynisme. Dans de nombreux pays, mis a part le regime politique en place, le syndicalisme connait le meme declin, les syndicats font face a des pressions et des defis semblables, comme les propos tenus ici l'ont souleve.

Les effets du systeme de representation sur le developpement economique national, les entreprises et les travailleurs

La marche du Mexique vers une plus grande ouverture de son economie et de son systeme politique est jalonnee de contradictions. La campagne gouvernementale pour l'amelioration de la productivite et de la qualite par l'adoption de nouvelles formes d'organisation du travail et plus de demarches de participation est de toute evidence une de ces contradictions touchant a vif la question de la representation. Cette prise de position transparait nettement dans le discours officiel, par la signature de l'Accord national sur la productivite et par la mise en vedette de l'exemple du Syndicat des travailleurs des telecommunications comme modele a suivre (ce syndicat s'etant montre parmi les plus creatifs et ayant le plus de succes dans la definition de son nouveau role plus participatif dans la course a la privatisation et au changement technologique menee par la compagnie de telephone). Le probleme est que ce processus de participation - les equipes de travail, les cercles de qualite, la rotation des travailleurs, l'investissement dans la formation, etc. - appelle des changements importants dans le systeme de relations industrielles en vigueur afin de fonctionner adequatement. La plupart des relations sur les lieux de travail sont encore fortement marquées par un style paternaliste et rigide, demandant peu de participation des travailleurs, voire pas du tout. Le reglement des problemes en commun n'est ni dans la culture des patrons, ni dans celle des travailleurs. Dans les entreprises ou ces fameuses pratiques de participation et des formes de production plus flexibles sont implantees, comme dans les *maquilas* ou dans quelques nouvelles usines de production automobile, la plupart du temps, pour ne pas dire toujours, elles ont ete imposees plutot que negociées avec les travailleurs. Ainsi, la meilleure preuve que l'existence de ces pratiques, telles que le travail en equipe et les cercles de qualite, ne constitue pas en soi l'indication que se cree une participation veritable au travail, reside bien dans le fait que c'est dans l'industrie de la *maquiladora*, industrie la plus repressive et pratiquement non syndiquee, que ces pratiques sont les plus repandues, bien plus que partout ailleurs.

Cela signifie que, dans la plupart des entreprises, il est possible de trouver des formes de participation des travailleurs sans qu'il y ait de participation authentique - sans pouvoir. Et même s'il se peut qu'il y ait de réels efforts pour introduire plus de pratiques de participation sur les lieux de travail, la liberté de se mettre en grève pour une meilleure rétribution, la liberté d'affiliation syndicale et souvent la liberté même de se syndiquer demeurent largement restreintes. Dans le même temps que plus de participation effective au travail est permise, que les employeurs investissent davantage dans leur force de travail (comme l'exige une stratégie basée sur le duo hautes compétences-forte productivité), ces autres formes de contrôle sur la main-d'œuvre risquent fort d'être de plus en plus remises en cause par les travailleurs eux-mêmes.

Jusqu'à maintenant, le régime mexicain semble avoir opté pour la stabilité économique, par le contrôle des salaires et des grèves, et pour la stabilité politique, en accordant des traitements de faveur aux secteurs syndicaux traditionnels, tout en reconnaissant le besoin de changer. Quels que soient les mérites de ces méthodes à court terme, elles n'offrent pas de solutions à long terme aux problèmes du développement économique et de la stabilité politique au Mexique.

Des perspectives pour des formes de représentation continentales

Un des points les plus positifs issu des débats sur l'ALENA fut l'instauration d'une série de contacts, d'échanges et d'alliances interfrontaliers parmi les syndicats et des associations de citoyens. Des réunions joignant les travailleurs de l'automobile nord-américains, les travailleurs des télécommunications, ceux de l'électricité, les enseignants et d'autres se sont tenues au cours des dernières années dans l'objectif de découvrir des intérêts communs et de les développer. Cependant, ces contacts ne se sont pas faits sans problèmes. Des obstacles de taille se posent: des différences culturelles et linguistiques; une histoire de défiance, notamment au regard des stratégies syndicales américaines; des divergences politiques et stratégiques sur la façon d'aborder l'ALENA; des difficultés à trouver un homologue syndical partageant le même profil idéologique et structurel; une pression sur les syndicats au sein du Mexique même venant du gouvernement et des confédérations syndicales officielles de meche avec le gouvernement; etc. Certains de ces obstacles peuvent être surmontés par la communication, d'autres ont des racines beaucoup plus profondes.

Néanmoins, quelques exemples de collaboration interfrontalière entre les syndicats mexicains et américains commencent à émerger. Certains comprennent des actions importantes de solidarité avec les travailleurs mexicains en grève et un soutien de leur effort pour obtenir des élections syndicales libres et honnêtes,

comme l'illustre la relation entre les travailleurs de l'usine Ford-Cautitlan au Mexique et des sections locales du Syndicat uni des travailleurs de l'automobile aux Etats-Unis. Autre exemple de collaboration: la mise en place recente d'une « alliance » de syndicalisation entre les Travailleurs unis de l'electricite et le Front authentique du travail (Frente Autentico del Trabajo), une organisation syndicale mexicaine independante qui tenta de syndiquer le secteur de la *maquila*. Dans ce cas precis, le Syndicat des travailleurs unis de relectricite a aide le Front a syndiquer des travailleurs d'entreprises deplacees au Mexique afin d'eviter la syndicalisation et dirigees par des societes ou les Travailleurs unis de l'electricite sont presents aux Etats-Unis. Un certain nombre de syndicats americains ont aussi commence a participer a une campagne appelee «adopter un militant». Cette campagne vise a fournir un soutien financier aux militants mexicains renvoyes de leur travail pour avoir essaye de former une unite syndicale. Les syndicats aux Etats-Unis ont egalement commence des campagnes de denonciation a l'encontre de compagnies americaines installees au Mexique et qui violent les droits des travailleurs tels que la liberte de se syndiquer ou de faire la greve, tout en continuant a exercer des pressions sur les representants au Congres afin que les pratiques relatives au travail au Mexique soient reexaminees.

Une question cruciale est celle de savoir jusqu'a quel point la procedure et les institutions mises en place dans les accords paralleles sur le travail de l'ALENA feront en sorte de promouvoir les droits des travailleurs et la democratie syndicale au Mexique. Lorsque le contenu des accords paralleles a ete rendu public pour la premiere fois en septembre 1993, peu d'opposants a l'ALENA, et pratiquement personne du mouvement syndical, pensaient que cet accord puisse etre d'une quelconque utilite pour ameliorer les conditions des travailleurs. La couverture juridique du travail pourvue de sanctions etait bien trop etroite, limitee en soi par les difficultes sans cesse rencontrees par chacun afin de rendre applicables les lois sur le travail concernant le travail des enfants, la sante et la securite et le salaire minimum, dans les domaines de l'echange interessant les parties. En d'autres termes, des sanctions ne pouvaient pas techniquement etre appliquees dans des cas de violation du droit a la syndicalisation, du droit a la greve et a la negociation collective. Toutefois, en fevrier 1994, le syndicat des Teamsters et le UE ont soumis les premieres plaintes au National Administrative Office (NAO) a Washington, selon les dispositions de l'accord parallele sur le travail de l'ALENA. Ces plaintes concernaient une usine de General Electric et une usine de Honeywell implantees au Mexique et avaient pour objet le renvoi de travailleurs desireux de se syndiquer. En avril 1994, le NAO annonca qu'il etudierait une de ces plaintes. Il convient de savoir ce qui ressortira de cette enquete, mais le seul fait que le NAO accepte un cas de violation du droit a la representation syndicale comme premier probleme a l'etude en vertu des accords paralleles sur le travail constitue un precedent important.

Conclusion

En conclusion, le système traditionnel de représentation des relations industrielles au Mexique a subi des pressions écrasantes, principalement en raison du virage stratégique en matière économique pris par les gouvernements mexicains depuis le milieu des années 80. Le gouvernement mexicain a reconnu qu'entreprendre ce virage exigeait d'importants changements sur les lieux de travail et la disposition des syndicats à accepter ces changements. Cependant, bien que le gouvernement ait fait quelques efforts pour permettre plus de participation des travailleurs au travail, la tendance la plus marquée demeure un soutien à un style plus traditionnel de syndicalisme, où l'accent est mis sur le contrôle des demandes salariales, des grèves et de la liberté d'association. Autrement dit, dans sa conduite de la transition économique et politique, le gouvernement a fini par favoriser une stratégie plus répressive à l'égard du syndicalisme, une stratégie qui limite la démocratie syndicale, même si les liens qui unissaient le parti au pouvoir et les anciens piliers syndicaux ont été coupés. L'autoritarisme au cœur même du mouvement syndical et dans le couple syndicats-Etat reste vigoureux au Mexique. Les pressions pour que cette situation évolue viendront le plus probablement des travailleurs eux-mêmes, et peut-être aussi de plus en plus de leurs alliés canadiens et américains.